

## Note de présentation du budget primitif 2026 du SIAC

La présente proposition budgétaire a fait l'objet de discussions en groupe de travail finances et fait suite au débat d'orientations budgétaires qui s'est tenu lors de la séance du comité syndical du 6 novembre 2025.

Pour rappel, le règlement budgétaire et financier du SIAC a été adopté en décembre 2023. Celui-ci détermine les règles d'affectation des dépenses et des recettes en fonction des actions menées par le SIAC selon différentes modalités juridiques : transfert de compétences statutaires, soit relevant du bloc commun, soit « à la carte », délégation de compétences GEMAPI, par convention de mandat de travaux ou par conventions de prestations de service.

### 1. Rappel des périmètres de décomposition du budget :

Depuis le 01/01/2024, la ventilation et le suivi des dépenses et recettes ont été développés pour répondre à la mutation du SIAC en syndicat « à la carte » mais également compte tenu du déploiement de nouvelles actions au service du territoire (ex : animation LEADER du GAL du Nord des Alpes). En 2026, l'exercice des compétences s'effectue donc au sein de différents périmètres comptables qui permettent de calculer et affecter les contributions des adhérents au plus juste.

Périmètre analytique	Modalités de contribution	Contributeurs au coût net, subventions reçues déduites	Clé en pourcentage 2025 reconduit au BP 2026 (à mettre à jour au budget supplémentaire 2026)
1. Actions générales CHABLAIS	Clé générale	THONON AGGLO	56,27%
		CCPEVA	30,09%
		CCHC	13,64%
2. Coordination bassin versant Dranses et Est lémanique	Clé "item 12"	THONON AGGLO	17,88%
		CCPEVA	49,23%
		CCHC	31,98%
		St Gingolph CH	0,91%
3. GEMAPI à la carte hors travaux d'investissement	Clé GEMAPI à la carte	CCPEVA	62,71%
4.Travaux GEMAPI sur territoire CCPEVA		CCHC	37,29%
5.Travaux GEMAPI sur territoire CCHC		CCPEVA	100%
6.Travaux restauration Basse Dranse	Convention de délégation compétence	CCHC	100%
7.Interventions GEMAPI Basse Dranse (fonctionnement)	Convention de délégation compétence	THONON AGGLO	100%
9.Animation LEADER 2023-2027 à l'échelle du GAL du Nord des Alpes	Convention prestations de services	THONON AGGLO	45,41%
		SIAC	14,81%
		2CCAM	8,75%
		CCFG	3,92%
		CCMG	14,23%
		CCPMB	6,18%
		CC4R	4,18%
		CCVMB	2,52%

En décembre 2025, les données notamment INSEE et DGF des EPCI et Communes applicables statutairement pour l'exercice budgétaire 2026 ne sont pas connues, en conséquence il est proposé de délibérer provisoirement avec les pourcentages de répartition 2025. Au moment du vote du budget supplémentaire, ils seront ajustés pour prendre en compte les derniers éléments connus. A noter que la participation aux compétences générales 2026 est définie au budget primitif en tenant compte de l'évolution démographique prévisionnelle du nombre d'habitant calculé selon la clé de contribution.

Les besoins de financement 2026 pour ces périmètres sont détaillés dans le document n°1 ci-joint (annexe n°1). Les propositions budgétaires afférentes sont exposées dans les parties suivantes de la présente note.

Ces besoins de financement sont bien évidemment calculés après déduction des subventions et remboursement perçus par le SIAC. Ces subventions sont d'origine multiple (Agence de l'Eau pour les actions du contrat de rivières et PAEC, Conseil Départemental 74, Europe via les programmes LEADER et FEADER, Fonds Barnier, Région AURA etc...).

## **2. Affectation du résultat 2025 et budget primitif 2026 :**

Le détail des propositions budgétaires 2026 est présenté dans le document budgétaire (budget primitif 2026) qui regroupe l'ensemble des périmètres analytiques du SIAC exposés dans la partie précédente.

Le budget primitif 2026 s'équilibre :

- en section de fonctionnement à hauteur de 5 019 500 €. Ce montant est inférieur à l'exercice 2025, qui est de 5 701 936,20 € (après décision modificative n°1 – hors reprise du résultat antérieur) ;
- en section d'investissement à hauteur de 2 409 100 €. Montant également inférieur à l'exercice 2025, qui est de 7 100 033,40 € (après décision modificative n°1 – hors reprise du résultat antérieur).

En effet, ce budget 2026, élaboré en décembre 2025, ne reprend pas l'excédent de clôture du SIAC qui est d'environ 3 200 000 € (épargne transitoire du SIAC à destination des projets structurants pour le Chablais). En outre, les montants de travaux sont moindres en 2026 (opérations Dranse de Morzine et Richebourg-Les Ogays payées principalement en 2025 notamment).

L'affectation du résultat 2025 aura lieu après le vote du compte financier unique (CFU – qui remplace le compte administratif et le compte de gestion) dans le courant de l'année 2026. Un budget supplémentaire permettra de reprendre le résultat constaté en fin d'exercice 2025. L'épargne transitoire, ainsi reprise dans le budget supplémentaire, permettra donc de faire face aux contributions et participations pour les projets d'intérêt chablaisien à verser par la suite.

Il n'est pas prévu d'emprunt dans le budget primitif 2026. Le remboursement en capital des emprunts s'élèvera à 1 170 000 € environ en 2026. Le virement à la section d'investissement est prévu à hauteur de 295 500 €.

## **3. Les actions générales du SIAC (y compris les conventions de prestations de service) (périmètres analytiques n° 1 et n° 9) :**

### **3.1 Dépenses et recettes liées aux compétences générales du SIAC :**

Pour les actions générales, il n'est pas prévu de création de nouveau poste permanent. Néanmoins, l'évolution des cotisations retraite ainsi que les déroulements de carrière pourra faire évoluer un peu la masse salariale.

Pour les compétences générales, les charges à caractère général sont inscrites pour un montant total de 592 800 € (chapitre 011), en baisse par rapport à l'exercice précédent (672 275 €).

Les charges de personnel sont en légère baisse également par rapport à l'exercice précédent. Le montant 2026 est estimé à 713 200 € (frais de stagiaire inclus) contre 738 500 € en 2025.

Les autres charges de gestion courante sont évaluées à 102 000 € et les charges financières inscrites à hauteur de 690 000 € (intérêt de la dette). Compte tenu de l'évolution de la composition des annuités, ces charges d'intérêt de la dette seront en baisse d'environ 50 000 € par rapport à l'exercice 2025.

Les recettes de fonctionnement sont prévues en baisse compte tenu de la baisse des participations des EPCI. Les dotations et participations sont inscrites pour un montant de 3 222 500 € en 2026, au lieu de 3 329 865 € en 2025.

Pour l'investissement, le total des dépenses d'équipement inscrites au BP 2026 est de 379 900 €. La reprise du résultat lors du vote du budget supplémentaire 2026 permettra d'inscrire les participations votées et gérées en AP CP compte tenu de leur planning de versement respectif.

La section d'investissement s'équilibre grâce

- aux opérations d'ordre (dotation aux amortissements des immobilisations et charges financières) à hauteur de 1 471 000 € ;
- à un virement de la section de fonctionnement de 108 500 € ;
- à la subvention du CD 74 pour les espaces muséographiques du GEOPARC mondial UNESCO du CHABLAIS pour 198 000 € ;
- au FCTVA pour 13 400 €.

### **3.2 Ratio de désendettement et participation des EPCI membres du SIAC :**

Le maintien d'un niveau acceptable de ratio de désendettement a conduit le SIAC depuis 2019 à solliciter ses EPCI membres à hauteur de 19,20 € par habitant, nombre d'habitant calculé selon la clé de contribution. L'évolution des contributions des EPCI membres du SIAC a donc eu lieu depuis 2019 en fonction uniquement de l'évolution démographique.

Pour 2025, une réduction de la contribution par habitant à 18,20 € a été appliquée. Cela s'est traduit par une participation des 3 EPCI membres en baisse de 141 622 € par rapport à l'année 2024.

Pour 2026, une réduction de 0,70 € de la contribution par habitant est proposée, c'est-à-dire un montant de 17,50 € multiplié par un nombre d'habitant clé estimé à 179 000. La contribution des 3 EPCI membres du SIAC est donc de 3 132 500 €. Les simulations d'exécution montrent que le ratio de désendettement du SIAC serait inférieur à 15 années, conformément aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes. Avec un taux d'exécution d'environ 90 % des dépenses, couplées à des recettes conformes aux prévisions, l'épargne brute dégagée et donc le ratio de désendettement pourrait s'approcher de 12 ou 13 années, de façon similaire aux exercices 2024 et 2025.

### **3.3 Les principales actions prévues :**

Les principales actions prévues sont

- Service Dynamiques Territoriales (Scot/Urbanisme) : action de mise en œuvre volontariste du SCoT (aussi appelé volet qualitatif du SCoT), action découlant du Plan Paysage, ceci en partenariat avec le CAUE 74. Trois conventions ont été signées avec des Communes et les prestations sont en cours d'exécution. Des candidatures ont déjà été reçues pour la campagne 2026. Il convient de prévoir les crédits nécessaires. En outre, il est prévu un budget pour renouveler la délocalisation d'une formation sur le Chablais à destination des élus et techniciens, toujours en collaboration avec le CAUE 74. Cette action aura lieu plutôt vers la fin d'année 2026, après renouvellement des exécutifs locaux.
- Politiques contractuelles : animation LEADER 2023-2027 qui se poursuit, volet PAEC en 2026 avec le suivi à mi-parcours des contractualisations qui ont eu lieu lors de la campagne 2024, poursuite en année pleine de diverses actions d'animation de la filière forêt-bois (Rendez-vous du Bois, animation des structures de regroupement des propriétaires forestiers) ainsi que la poursuite des actions habituelles ; bourse foncière forestière notamment. Ces actions sont subventionnées notamment pour la prise en charge des coûts salariaux des agents du service.

- Service GEOPARC : développement des actions pédagogiques, d'animation, continuation du volet scientifique en 2025 (partenariat avec l'Université Savoie Mont Blanc, etc...). Surtout, l'année 2026 verra l'aboutissement des travaux de mise en place des espaces d'expositions permanentes (sites du lac de MONTRIOND et Buvette Cachat à EVIAN).
- Désenclavement multimodal : des crédits sont prévus pour la poursuite du travail engagé avec un Cabinet spécialisé sur la stratégie ferroviaire et le volet multimodal. Une participation à la démarche SERM est prévue à hauteur de 15 000 € (montant prévu initialement en 2025 puis révisé à hauteur de 6 516 €, ainsi qu'un complément pour 2026 en cas de besoin mais qui reste à préciser à ce stade). Il s'agit de participer au travail d'élaboration de la candidature du territoire franco-suisse à l'obtention du statut de SERM.
- Administration générale : maintien du fonctionnement du SIAC et diverses actions de communication. Il est prévu des crédits pour le remplacement d'un véhicule datant de l'année 2009 (crédit de 39 900 € en matériel roulant).

### **3.4 Les projets structurants (et AP CP) :**

Un point complet sera fait en comité syndical. Les subventions d'équipements aux projets portés par l'INRAE (projet LACS) et à la rénovation des locaux de l'IFSI/IFAS pourront être délibérées compte tenu de l'aboutissement de la démarche d'évolution des statuts du SIAC.

## **4. Les actions de coordination du bassin versant des Dranses et Est lémanique :**

Il s'agit du périmètre 2 (« clé item 12 »). Pour rappel, depuis le 01/01/2024, le périmètre a été mis à jour compte tenu de l'exercice par le SIAC de la compétence GEMAPI à la carte mais également à l'approche de la finalisation des actions du contrat de rivières qui s'est achevé le 30 juin 2024.

Cette compétence, exercée à l'échelle de la totalité du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, est cruciale. Le champ de compétence est présenté selon 5 thématiques.

Il est prévu un total de dépenses en fonctionnement et investissement à hauteur de 320 000 € avec une participation des contributeurs à hauteur de 175 500 € (en baisse d'environ 11 % par rapport à l'exercice 2025). Les principales dépenses concernent les charges de personnel (un agent principalement), les suivis faune flore post travaux (52 000 €), la poursuite de l'action de définition des EBF (espaces de bon fonctionnement des cours d'eau) et l'entretien des stations de mesure existantes.

Les propositions budgétaires 2026 permettront donc la poursuite ou l'engagement des actions suivantes :

- Concertation des instances et des partenaires : travail essentiellement réalisé en interne (1 ETP dédié),
- Pilotage des politiques contractuelles du bassin versant : concerne plus particulièrement la recherche de financement et contractualisation des futurs programmes. L'élaboration du contrat n° 2 « eau et climat » sera la priorité.
- Observatoire des fonctionnalités des milieux aquatiques : Il s'agit principalement des suivis faune flore post travaux (obligation prescrite par les arrêtés préfectoraux d'autorisation de travaux de restauration).
- Conciliation des usages : poursuite de l'action visant à définir les Espaces de Bon Fonctionnement (EBF) sur le secteur CCHC en première tranche puis CCPEVA. Entretien des stations de mesure. Eventuellement lancement de l'étude d'impact des éclusés (financée à 100 % par l'Agence de l'Eau et EDF), en mandat.
- Mise en valeur du bassin versant : quelques crédits d'animation sont prévus (communication).

## 5. La compétence GEMAPI à la carte :

Il s'agit des périmètres 3 (service GEMAPI à la carte, hors travaux d'investissement), 4 (travaux d'investissement GEMAPI sur le territoire CCPEVA), 5 (travaux d'investissement GEMAPI sur le territoire CCHC).

### 5.1 Les dépenses communes (périmètre analytique n° 3) :

Un important programme d'entretien est prévu notamment au niveau des boisements de berges avec 230 000 € TTC de crédits prévus ainsi qu'en matière de transport sédimentaire avec 90 000 € TTC de crédits prévus. Ces actions font suite aux plans de gestion approuvés par arrêtés préfectoraux lors des années précédents et aux aides financières obtenues de l'Agence de l'Eau et sollicitée auprès du CD 74

Il est prévu de conserver le fonds d'urgence à hauteur de 100 000 € TTC pour faire face aux crues sur les secteurs prioritaires définis au règlement d'exercice du service GEMAPI adopté l'année dernière (il n'a pas été consommé en 2025 à ce jour, donc il apparaîtra dans l'excédent de fin d'exercice 2025 à reprendre au budget supplémentaire 2026).

Ce volet « gestion des urgences » est complété par la poursuite du dispositif de modélisation météo et crues, ceci pour anticiper les alertes et l'atteinte des niveaux critiques pour les systèmes d'endiguement maintenant régularisés par arrêtés préfectoraux. Le marché d'astreinte d'une entreprise se poursuit. Quelques travaux d'entretien ou prestations sont prévus sur les 3 systèmes d'endiguement (prescription DREAL suite à contrôle).

Il convient de poursuivre la démarche d'élaboration du plan de gestion stratégique des zones humides par une action de communication. Les crédits en dépenses sont précisés ci-dessous :

Thématique	Fonctionnement / Investissement	Actions	BP 2026
Charges communes dont RH	F	Personnel (avec astreinte personnel SIAC)	280 000,00 €
	F	Charges générales de fonctionnement	46 000,00 €
	I	Diverses dépenses d'investissement	2 000,00 €
		Sous -total :	<b>328 000,00 €</b>
Boisements de berges	F	Boisements de berges (urgences et plan de gestion)	230 000,00 €
	F	EEE - invasives	20 000,00 €
		Sous -total :	<b>250 000,00 €</b>
Transport sédimentaire	F	Interventions programmées "plan de gestion"	30 000,00 €
	F	Pêches et suivi environnemental	30 000,00 €
	F	Topographie spécifique et pose de repères de fonds du lit	30 000,00 €
		Sous -total :	<b>90 000,00 €</b>
Systèmes d'endiguement	F	Procédures, contrôle,	30 000,00 €
	F	Entretien et autres interventions	10 000,00 €
		Sous -total :	<b>40 000,00 €</b>
Etudes pour élaboration des plans de gestion	F	Plans de gestion	10 000,00 €
		Sous -total :	<b>10 000,00 €</b>
Gestion des urgences	F	Modélisation météo et alerte	7 800,00 €
	F	Astreintes entreprises	15 000,00 €
	F	Fonds d'interventions d'urgence	0,00 €
		Sous -total :	<b>22 800,00 €</b>
Total général :			<b>740 800,00 €</b>

### 5.2 Les recettes communes :

Les principales recettes seront le financement des postes par l'Agence de l'Eau (estimé à 90 000 €), les aides pour les interventions sur les boisements de berges et la lutte contre les EEE (espèces exotiques envahissantes) pour 106 000 €.

Il en résulte un besoin de financement à hauteur de 544 800 € qui sera couvert par les participations des EPCI adhérents à la carte GEMAPI. Il est en légère hausse de 0,7 % par rapport à 2025.

### 5.3 Les travaux sur le secteur CCPEVA (périmètre analytique n° 4) :

- Secteur CCPEVA : entretien post travaux pour La Fiolaz tranche 2 (dernière année), entretien post travaux pour l'opération de protection de berges secteur Les Ogays-Richebourg. Démarrage de plusieurs actions précédemment identifiées les années passées et qui peuvent maintenant être engagées : Dransette, Nant de Darbon et Malève.

Le détail des opérations figurent ci-dessous :

Actions	Dépenses	
	BP 2026	Commentaires BP 2026
Reliquats La Morge, Sous le Saix-Miolène, Basse Dranse		
La Fiolaz T2	2 000,00 €	
Richebourg-Les Ogays	4 000,00 €	
Malève	15 000,00 €	
Systèmes d'endiguements (stations de mesure)	0,00 €	
Dransette + étude hydraulique haute vallée	30 000,00 €	
Nant de Darbon	30 000,00 €	
Pont de la Cour à Vacheresse - étude	30 000,00 €	
Travaux Miolène post étude SEPIA	10 000,00 €	début - déboisement et reconnection
zones humides	45 000,00 €	
Sous -total :	<b>166 000,00 €</b>	

Des recettes d'investissement estimées à 44 000 € (solde de la subvention du CD 74 pour l'opération Les Ogays-Richebourg). Besoin de financement de la part de CCPEVA estimé à 122 000 € en 2026.

### 5.4 Les travaux sur le secteur CCHC (périmètre analytique n° 5) :

Pour les travaux d'investissement, sont prévus sur le secteur CCHC :

- Fin de travaux sur la Dranse de Morzine (hors entretien post travaux) à hauteur de 188 100 € ;
- Lancement de l'opération Le BOCHARD pour 30 000 € (MOE) ;
- Lancement des études préalables à des interventions sur les zones humides prioritaires pour 47 000 €.

En recettes, un solde de subvention de 72 000 € pour la Dranse de Morzine. Besoin de financement de la part de CCHC estimé à 155 000 € en 2026.

## 6. Les actions GEMAPI en délégation (Basse Dranse) :

### 6.1 Section de fonctionnement (périmètre analytique n° 7) :

Pour la partie entretien Basse Dranse, il est prévu une enveloppe budgétaire de 33 000 € mais un coût net de 21 100 € pour THONON AGGLOMERATION après déduction des subventions obtenues dans le cadre du contrat de rivières. Pour rappel, une convention a été signée à ce sujet en fin d'année 2024. Cela concerne des actions sur les boisements de berges et éventuellement sur le transport sédimentaire. Ponctuellement, une action sur les espèces exotiques envahissantes est inscrite en dépense prévisionnelle.

### 6.2 Section d'investissement (périmètre analytique n° 6) :

Pour la partie investissement, des crédits nouveaux sont prévus pour terminer les travaux ainsi que les suivis post travaux (à hauteur de 60 000 €). Des subventions sont attendues courant 2026 (solde des aides du CD 74 et de l'Agence de l'Eau). Ainsi, la participation finale de THONON AGGLOMERATION sera appelée en 2026 lorsque que toutes les aides auront été perçues et le reste à charge final déterminé avec précision.

Pour le talus de la RD 902, l'opération est soldée et le traitement comptable a été clôturé en fin d'année 2025 à l'équilibre compte tenu du paiement par le CD 74 du dernier remboursement dû.